



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/145  
17 mars 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 12 a) de l'ordre du jour provisoire

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES  
ET DE L'APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE :  
VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Exposé écrit<sup>\*</sup> présenté par Human Rights Advocates, Inc.,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[2 mars 2000]

Trafic de femmes et d'enfants

1. Le trafic de personnes, c'est-à-dire l'activité illégale et très lucrative consistant à transporter et à vendre des êtres humains avec ou sans franchissement de frontières internationales en vue de l'exploitation de leur travail, constitue une forme de violation des droits de l'homme et un mode d'esclavage aux dimensions mondiales. Trompés par des promesses fallacieuses, enlevés ou vendus, des femmes et des enfants sont contraints de travailler, notamment comme domestiques, de se prostituer ou de contracter un mariage. Ils sont violés et soumis à d'autres violences sexuelles par les trafiquants, sont retenus prisonniers par ceux qui les exploitent et doivent travailler comme des esclaves, réduits à la servitude pour dette, sans salaire et contre leur gré. Depuis quelque temps, la mondialisation, la criminalité organisée et l'utilisation d'Internet ont

---

<sup>\*</sup> Exposé écrit publié tel quel, sans avoir été revu par les services d'édition.

entraîné une augmentation inquiétante de ce type de trafic. Des organisations criminelles sont aidées par des policiers et hommes politiques corrompus<sup>1</sup>.

2. Étant peu réglementé, Internet est utilisé depuis peu à des fins de trafic de personnes et d'exploitation sexuelle à l'échelle mondiale<sup>2</sup>. Des épouses potentielles, dont certaines n'ont que 13 ans, sont proposées à la vente sur catalogue. Certains sites Web font de la publicité pour des services de tourisme sexuel. Fondateur de PIMPS 'R' US, Alan J. Munn, de New York, a commencé à proposer de tels services sur le Web au milieu de 1995. Il organisait des voyages à finalité sexuelle en République dominicaine et au Nevada. Les technologies nouvelles permettent de combiner pornographie et prostitution en ligne. Internet donne la possibilité d'atteindre un groupe important de clients potentiels, c'est-à-dire des hommes de pays occidentaux, plus rapidement et à moindre coût que n'importe quel autre moyen de communication. Le plus ancien forum Internet faisant la promotion de l'exploitation sexuelle est le groupe de discussion alt.sex.services (rebaptisé plus tard alt.sex.prostitution). Les messages diffusés par ce groupe de discussion peuvent être consultés sur un site Web intitulé "The World Sex Guide", qui contient des informations et des conseils sur la façon de trouver des femmes et des enfants se livrant à la prostitution dans 110 pays. En août 1995, Yahoo répertoriait sous la rubrique "Vie économique - Entreprises - Sexe" 391 sites offrant des services de vidéoconférence, de tourisme sexuel, de prostitution et de vente d'épouses par correspondance. En août 1996, il y en avait 1 671, ce qui représente une multiplication par quatre en un an. En 1997, le chiffre d'affaires du sexe en ligne était estimé à un milliard de dollars par an, rien qu'aux États-Unis<sup>3</sup>.

3. Les informations présentées ci-après ont été publiées récemment par des journaux, et des cas semblables sont quotidiennement relatés dans des articles de presse aux États-Unis et dans le monde entier. Dans un article paru le 14 janvier 2000 dans un journal de San Francisco, on peut lire que Lakireddy Bali, riche propriétaire immobilier âgé de 62 ans, de Berkeley, et Vijay Kumar Lakireddy, son fils âgé de 30 ans, ont été arrêtés pour avoir fait entrer clandestinement aux États-Unis trois adolescentes indiennes en vue de les exploiter sexuellement et de les faire travailler. La police a ouvert une enquête après l'intoxication au monoxyde de carbone de deux de ces jeunes filles, dont l'une est décédée. Lakireddy a présenté au Service de l'immigration et de la naturalisation des demandes frauduleuses selon lesquelles ces jeunes filles étaient employées dans son entreprise. En outre, il a simulé un mariage avec l'une des adolescentes. Selon le ministère public, huit jeunes femmes qui travaillaient pour Lakireddy à Berkeley et étaient des témoins potentiels avaient disparu et étaient peut-être retournées en Inde pour éviter d'être interrogées par la police. En octobre 1999, Michael Rostoker, directeur général d'une entreprise d'électronique californienne, de San Jose dans la Silicon Valley a été inculpé pour avoir tenté de faire venir une Vietnamiennne de 13 ans aux États Unis, où elle aurait été réduite à l'esclavage sexuel. Des douaniers ont déclaré que Rostoker avait accepté de payer

---

<sup>1</sup> Kristana Chaiyarat, Half of MP's Said Linked to Money Laundering, *The Nation*, 7 novembre 1995, p. A5, cité dans 12 Geo.Immigr.L.J.145 (1997).

<sup>2</sup> Donna M. Hughes, The Internet and the Global Prostitution Industry, *Womenspace*: printemps 1999.

<sup>3</sup> *San Francisco Chronicle*, 19 novembre 1997.

150 000 dollars à la famille de la jeune fille. Rostoker a plaidé non coupable. Selon l'Organisation internationale pour les migrations de 1991 à 1998, pas moins de 500 000 Ukrainiennes ont fait l'objet d'un trafic vers l'Ouest à des fins d'exploitation sexuelle. Au cours d'une enquête récente, des procureurs locaux ont constaté que des Mexicaines étaient envoyées en Floride pour satisfaire les besoins sexuels de travailleurs immigrés. La Thaïlande, le Sri Lanka et les Philippines sont devenus des centres de tourisme sexuel<sup>4</sup>.

4. Les traités interdisant le trafic de personnes<sup>5</sup> sont nombreux mais peu efficaces, en raison de la faiblesse du dispositif mis en place pour en surveiller leur mise en œuvre et d'un manque de coordination entre les divers organismes des Nations Unies. L'efficacité de la protection et des moyens d'action judiciaires qu'ils offrent est amoindrie par les législations nationales relatives à l'immigration et à la prostitution, aux termes desquelles les victimes sont pénalement responsables, et par les lacunes de la législation en matière de juridiction extraterritoriale et d'extradition. L'efficacité des lois est également affaiblie par la corruption de ceux qui sont chargés de les faire respecter et de fonctionnaires qui se font les complices des trafiquants. Les dispositions relatives à la mise en œuvre des conventions relatives à la traite des êtres humains et à l'esclavage sont peu efficaces, étant donné qu'il n'existe pas d'organes de surveillance indépendants habilités à mettre en doute les rapports des États, à émettre des recommandations, à recevoir des plaintes de personnes alléguant des violations de ces conventions et à y donner suite. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est malheureusement inefficace étant donné que, malheureusement, de nombreux États, dont les États-Unis, ne l'ont pas ratifiée. Bien que la Convention relative aux droits de l'enfant puisse théoriquement réduire la traite d'enfants, étant donné que presque tous les pays l'ont ratifiée, elle est inefficace parce que le principal mécanisme de surveillance de sa mise en œuvre est l'établissement de rapports par les États. Il n'y a pas de protocole facultatif comme dans le cas du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce dernier pourrait réduire la traite d'êtres humains grâce au mécanisme de plaintes individuelles prévu dans le premier Protocole facultatif, mais celui-ci n'a été ratifié que par un nombre limité d'États.

5. Human Rights Advocates se félicite des activités de Mary Robinson, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a présenté une note, et de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies chargée d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes,

---

<sup>4</sup> Harriet Chiang, Berkeley Case Puts Focus on Sex Traffic - Foreign Women, girls sold to buyer in U.S., *San Francisco Chronicle*, 24 janvier 2000.

<sup>5</sup> Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention relative à l'esclavage (1926), Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956), Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (1949), Convention (No 29) de l'Organisation internationale du Travail concernant le travail forcé (1930), Convention (No 105) de l'Organisation internationale du Travail concernant l'abolition du travail forcé (1957), art. 2, 6 et 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, art. 24, 27 à 29, 31 et 32 de la Convention relative aux droits de l'enfant, art. 8, par. 1 et art. 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et art. 7, 10, par. 3, 11 et 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Radhika Coomaraswamy, qui a présenté une note officielle lors de la réunion de juin-juillet 1999 du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée; elle y demandait instamment aux délégués d'incorporer dans cette convention des moyens de protection efficaces des droits fondamentaux des personnes victimes d'un trafic, ainsi qu'une définition large du trafic de personnes<sup>6</sup>. Human Rights Advocates se félicite également des travaux de la Commission de la condition de la femme, qui a en particulier rédigé un très important protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce protocole, à l'égard duquel aucune réserve ne peut être émise, permet aux femmes de déposer plainte en invoquant la Convention.

#### Recommandations

6. Human Rights Advocates demande à la Commission d'inviter tous les gouvernements à ériger le trafic de personnes en crime, à punir tous les auteurs d'infractions, y compris les intermédiaires, quel que soit le pays où l'infraction a été commise, de confisquer le produit des actes criminels et de sanctionner les personnes détenant une autorité reconnues coupables d'abus sexuels à l'encontre d'une personne dont elles ont la garde. Il faudrait encourager les gouvernements à adopter des lois prévoyant une juridiction extraterritoriale et des procédures d'extradition en cas d'infraction liée à la traite d'êtres humains, et interdisant l'utilisation d'Internet pour le trafic de femmes en tant qu'épouses et le tourisme sexuel, et à faire en sorte que leurs lois relatives à l'immigration, au droit d'asile et à la prostitution contiennent des dispositions protégeant les victimes.

7. Human Rights Advocates prie la Commission de demander instamment au Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée de ne pas écarter la question des sanctions dans le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir le trafic de personnes, en particulier des femmes et des enfants, étant donné qu'en l'absence de sanctions appropriées, le protocole serait inefficace.

8. Human Rights Advocates demande à la Commission d'encourager la prise en compte, dans une convention globale sur le trafic d'êtres humains, toutes les manifestations modernes de celui-ci, à savoir les pratiques apparentées à l'esclavage et l'utilisation d'Internet, et entre-temps demande instamment aux États de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de façon à ce que les victimes puissent déposer des plaintes individuelles pour faire valoir leurs droits.

-----

---

<sup>6</sup> Document A/AC.254/16 destiné à la session de juin-juillet du Comité spécial.